



Quel est l'impact du COVID 19 sur l'exécution de vos contrats?

www.thelegalhive.com

Etat d'urgence sanitaire



- OMS : Pandémie
 - Décret-loi n° 2.20.292 relatif à l'état d'urgence sanitaire
 - Décret n° 2.20.293 relatif à l'état d'urgence sanitaire
- Difficulté, voire impossibilité d'exécution des contrats



■

**La pandémie du COVID-19
constitue-t-elle un cas de force
majeure?**

Une pandémie n'est pas nécessairement un cas de force majeure!!!

Article 269 du DOC : « *La force majeure est tout fait que l'homme ne peut prévenir, tel que les phénomènes naturels (inondations, sécheresses, orages, incendies, sauterelles), l'invasion ennemie, le fait du prince, et qui rend impossible l'exécution de l'obligation. N'est point considérée comme force majeure la cause qu'il était possible d'éviter, si le débiteur ne justifie qu'il a déployé toute diligence pour s'en prémunir. N'est pas également considérée comme force majeure la cause qui a été occasionnée par une faute précédente du débiteur.* »

Éléments de la force majeure :

- Évènement indépendant de la volonté des parties
- Imprévisible
- et irrésistible

+ établir le lien entre l'évènement et l'impossibilité d'exécuter

+ une inexécution plus onéreuse ne constitue pas un cas de force majeure (absence de la théorie de l'imprévision en droit marocain)



Éléments en faveur / défaveur de la force majeure



En faveur de la force majeure

- Fait du prince / Etat d'urgence sanitaire
- Pandémie
- Vitesse de propagation
- Circulaire sur l'assouplissement des conditions d'exécution contrats publics



En défaveur de la force majeure

- Contrats conclus après l'état d'urgence sanitaire
- Clause contractuelle écartant la force majeure (article 230 du DOC : le contrat est la loi des parties)
- SRAR (2003), H1N1 (2009), Ebola (2014) : le risque sanitaire doit être prévu dans le contrat

Effets de la force majeure

- Suspension d'exécution du contrat en cas d'empêchement temporaire
- Résolution du contrat
- Permet de prémunir du paiement des pénalités et frais prévus contractuellement



Recommandations



BONNE FOI

Article 231 du DOC : « *Tout engagement doit être exécuté de bonne foi et oblige, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que la loi, l'usage ou l'équité donnent à l'obligation d'après sa nature.* »

Utiliser les modes
alternatifs de
règlement des
différends en cas de
blocage des
négociations



Prévoir une
négociation des
conditions de travail
temporaires afin de
permettre de limiter le
préjudice subi par les
parties

Vérifier les dispositions
contractuelles et
prévoir une révision
contractuelle pour
inclure dans les
contrats /
Dématérialisation

